

Burundi : la vie chère devient encore plus chère

Jeune Afrique, 12 janvier 2017 Après le vote du budget 2017, les prix des produits de première nécessité viennent d'être revus à la hausse. Une situation intenable pour le simple consommateur. Les opérateurs économiques serrent les vis des prix des biens de consommation courante. La Sosumo (Société sucrière de Moso), une entreprise publique, a décidé de faire passer un kilo du sucre de 1 900 Francs burundais (1,08 euros) à 2 200 francs burundais. La Brarudi, la brasserie nationale, revoit à la hausse le tarif de ses limonades, de 600 à 700 francs. Il faut désormais 2100 Francs, plutôt que 2 000, pour avoir un litre d'essence.

Les compagnies de téléphonie mobile et la Regideso (entreprise parastatale de l'eau et de l'électricité) ne restent pas en de côté et ont toutes fait grimper leurs tarifs. Un autre coup dur pour le citoyen lambda, surtout dans la capitale Bujumbura, qui était encore sous le choc d'une série de mesures prises lors du dernier trimestre de 2016 par le gouvernement pour venir en aide du trésor public, auquel l'Union européenne avait coupé ses aides en mars 2016. Le « mauvais choix » Tout, ou presque, vient du nouveau budget de 2017. Le texte prévoit de nouvelles taxes sur l'ensemble des produits de première nécessité. « Un mauvais choix » selon Faustin Ndikumana, président de Parcem (Parole et action pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités), une ONG locale spécialisée dans le traitement des questions économiques. « Le budget 2017 est un budget de crise et de survie », résume-t-il, proposant comme alternative d'imposer davantage les grosses fortunes. L'activiste fait allusion aux villas qui poussent comme des champignons dans certains quartiers de la capitale qui, d'après lui, ne sont pas taxées. Un paradoxe que le ministre tente d'expliquer sous anonymat : « La plupart de ces fortunes appartiennent à ces mêmes autorités [qui votent la loi sur le budget]. Elles font tout pour les protéger ». Une situation économique qui se complique davantage depuis que l'Union Européenne, principal bailleur international de fonds, a décidé de suspendre son aide budgétaire au gouvernement du Burundi après la crise qui a éclaté en avril 2015. La pomme de discorde : le choix controversé de Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat, pour lequel il a été investi en août dans la foulée de sa réélection contestée. Le FMI classait le Burundi comme pays le plus pauvre au monde en 2015 avec un PIB par habitant de 312,5 dollars, avant que la Banque mondiale n'annonce la chute dudit revenu jusqu'à 260 dollars pour l'an 2016. Gilbert Bukeyeneza

À

À

À À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});